

Certains participants à la Conférence ont accusé les nations occidentales de jouer le jeu de la «double norme» en essayant de freiner la prolifération des armes chimiques dans le tiers-monde sans cesser pour autant de mettre au point de nouvelles générations d'engins de cette sorte. Des États arabes comme l'Égypte, l'Iraq et la Libye ont exigé que les participants leur reconnaissent le droit de détenir des armes chimiques tant et aussi longtemps qu'Israël serait réputé posséder une capacité nucléaire. Ces arguments ont été rejetés par les deux superpuissances.

Au cours de la dernière année, un certain nombre d'événements ont de nouveau attiré l'attention sur la mise au point et la production d'armes chimiques et biologiques dans le tiers-monde. Le 13 août 1989, par exemple, le *New York Times* a signalé que l'Iran avait tenté de se procurer des toxines au Canada et aux Pays-Bas, vraisemblablement pour un programme de recherches de production d'armements biologiques.¹ Le journal précisait qu'en décembre 1988, un chercheur iranien avait contacté le Dr Bruno Schiefer, directeur du laboratoire de recherches en toxicologie à l'Université de la Saskatchewan, pour négocier l'achat de toxines pouvant servir à la fabrication d'armes biologiques. Selon le *New York Times*, le Dr Schiefer a communiqué avec le gouvernement canadien et a refusé la transaction. Le Canada a par la suite alerté les membres du Groupe d'Australie (réunissant dix-neuf pays fabricants de produits chimiques, dont le Canada, qui tentent de resserrer les mesures de contrôle sur les exportations d'agents chimiques pouvant servir à la fabrication de gaz toxiques).

Le 7 mars 1990, le gouvernement américain a de nouveau commenté sur l'usine de Rabta, en Lybie. Selon le porte-parole de la Maison-Blanche Marlin Fitzwater : «Des preuves suggèrent que Rabta produit des armes chimiques (...) L'usine est dangereuse et le devient de plus en plus.» Interrogé sur la possibilité d'une opération militaire, M. Fitzwater a simplement déclaré : «Nous n'excluons rien.»² Une semaine plus tard, plusieurs sources ont rapporté qu'un incendie avait ravagé l'usine de Rabta, et la Libye a immédiatement accusé les États-Unis, Israël et la République fédérale d'Allemagne d'y être pour quelque chose.³ Le 7 avril, toutefois, Washington a déclaré posséder des photos satellites prouvant que l'incendie n'avait été qu'un

¹ «Iran is Said to Try to Obtain Toxins», *New York Times*, 13 août 1989, p. 11. Voir aussi «Harmful Fungi Requested by Iranian, Scientist Says», *Globe and Mail*, 14 août 1989, p. A-1 et A-2 ; «Armes chimiques. L'Iran aurait tenté d'acheter des toxines au Canada», *Le Devoir*, 14 août 1989, p. 2.

² «Washington et Bonn accusent la Libye de produire des armes chimiques», *La Presse*, 8 mars 1990, p. B-7.

³ «L'usine de Rabta aurait été dévastée par un incendie», *Le Monde*, 16 mars 1990, p. 8.